

République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2026.04.08 Du 15 octobre 2026
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-six, le 15 octobre, à 20 heures 00, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 9 octobre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Richard LEJEUNE, Maire.	
Ville de La Celle Saint-Cloud  La Celle Saint-Cloud	Objet : Indemnité de maniement des fonds.	
Secrétaire de séance : Mahaba AL QAHWACHI En exercice : 35 Pouvoirs : 5 Votants : 35 Pour : 35 Contre : 0 Abstentions : 0 Présents Le Maire Richard LEJEUNE <u>Les Maires-adjoints</u> Sylvie d'ESTÈVE Pierre QUIGNON-FLEURET Anne CHAPELET Othman NASROU Florina POPA Mohamed KASMI Valérie LABORDE Emmanuel TAMBRUN Blandine BEAUPAIN <u>Les Conseillers</u> Anne-Sophie MARADEIX Bruno BAYLE Laurent BOUMENDIL Pulchérie KOUAMÉ Isabelle JOUËT-PASTRÉ Séverine PEREZ Philippe LERIN Blaise VIGNON Mathilde JORROT Audrey AUBER Adrien BONIN Alexis LABORIA Mahaba AL QAHWACHI Dominique PAGÈS Nathalie ZULIANI Antoine HULOT Pascale ASKENFELD Stéphane MICHEL Sébastien LECLER Carmen OJEDA-COLLET Absents excusés : Olivier DELAPORTE Danielle RAVILLION Laurent DUFOUR Jean-François BARATON Jany WOLFF Absents ayant donné pouvoir : Olivier DELAPORTE pouvoir à Sylvie d'ESTÈVE Danielle RAVILLION pouvoir à Mathilde JORROT Laurent DUFOUR pouvoir à Valérie LABORDE	LE CONSEIL MUNICIPAL, Vu le Code général des collectivités territoriales, Vu le Code général de la fonction publique, Vu le décret n° 2005-1601 du 19 décembre 2005 relatif aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, modifiant le code général des collectivités territoriales et complétant le code de la santé publique et le code de l'action sociale et des familles, Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics, Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs, Vu la délibération n°2121.04.06 en date du 28 juin 2021 instaurant le RIFSEEP Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, de Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, Vu la délibération n°2121.04.07 en date du 28 juin 2021 instaurant une mise en place d'une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP, Vu l'avis favorable du Comité social territorial en date du 24 juin 2026, Vu l'avis favorable de la commission Finances - Affaires générales - Vie économique - Commerce en date du 30 septembre 2026, Considérant que l'indemnité de maniement des fonds est cumulable avec le RIFSEEP, Considérant que les agents exerçant les fonctions de régisseur assument des responsabilités liées à la manipulation de fonds publics et à la tenue de la régie. APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ A l'unanimité. Décide : - d'abroger la délibération n°2121.04.07 en date du 28 juin 2021 instaurant une mise en place d'une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP - d'instituer une indemnité de maniement de fonds au profit du personnel régulièrement chargé des fonctions de régisseur, titulaire ou intérimaire ou de mandataire suppléant) d'avances ou de recettes ou des deux fonctions cumulées. Le versement est fonction d'un barème de référence, fixé par arrêté du ministre chargé du budget. L'arrêté en vigueur est celui du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité	

Absents :

de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes.

Les montants prévus par l'arrêté susvisé sont les suivants :

Les montants prévus par l'arrêté susvisé sont les suivants :

Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (régisseur d'avances) ou montant moyen des recettes encaissées mensuellement (régisseur de recettes)	Montant total du maximum pour un régisseur d'avances et de recettes	Montant de cautionnement	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle *
De 0 € à 1 220 €	De 0 € à 2 440 €	-	110 €
De 1 221 € à 3 000 €	De 2 441 € à 3 000 €	300 €	110 €
De 3 001 € à 4 600 €	De 3 001 € à 4 600 €	460 €	120 €
De 4 601 € à 7 600 €	De 4 601 € à 7 600 €	760 €	140 €
De 7 601 € à 12 200 €	De 7 601 € à 12 200 €	1 220 €	160 €
De 12 201 € à 18 000 €	De 12 201 € à 18 000 €	1 800 €	200 €
De 18 001 € à 38 000 €	De 18 001 € à 38 000 €	3 800 €	320 €
De 38 001 € à 53 000 €	De 38 001 € à 53 000 €	4 600 €	410 €
De 53 001 € à 76 000 €	De 53 001 € à 76 000 €	5 300 €	550 €
De 76 001 € à 150 000 €	De 76 001 € à 150 000 €	6 100 €	640 €
De 150 001 € à 300 000 €	De 150 001 € à 300 000 €	6 900 €	690 €
De 300 001 € à 760 000 €	De 300 001 € à 760 000 €	7 600 €	820 €
De 760 001 € à 1 500 000 €	De 760 001 € à 1 500 000 €	8 800 €	1 050 €
Au-delà de 1 500 000 €	Au-delà de 1 500 000 €	1 500 € par tranche de 1 500 000	46 € par tranche de 1 500 000

Un même régisseur, chargé de plusieurs régies peut percevoir plusieurs indemnités de responsabilité.

Seuls les régisseurs titulaires, intérimaires et suppléants peuvent percevoir l'indemnité de responsabilité dès lors qu'ils sont régulièrement chargés des fonctions de régisseur d'avances ou de recettes ou des fonctions cumulées. Cette indemnité sera donc octroyée au suppléant dès qu'il s'agit d'un agent public et lorsque ce dernier assure effectivement le remplacement du régisseur titulaire.

Les bénéficiaires de cette indemnité sont les fonctionnaires titulaires, stagiaires à temps complet, à temps non complet ou à temps partiel en fonction dans la collectivité territoriale ou établissement public exerçant les missions permettant le versement de cette prime.

Le bénéfice de cette indemnité est étendu aux contractuels de droit public.

L'indemnité fixée par la présente délibération fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

- D'autoriser Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de l'indemnité versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus ;
- de prévoir et d'inscrire les crédits correspondants au budget .



Le Maire, par délégation

Sylvie d'ESTÈVE

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :
- de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)
- ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction du recours gracieux.

Accusé de réception en préfecture
1015-2026-04-08-DE
Date de réception préfecture : 22/10/2026